

Geoffroy de Lagasnerie : "La police ne sert pas d'abord à appliquer la loi mais à éliminer des groupes sociaux"

Son livre, *Le combat Adama*, co-écrit avec la militante Assa Traoré, sort aujourd'hui aux éditions Stock. Ordre policier, violences policières, contrôle aux faciès, discrimination : le sociologue et philosophe Geoffroy de Lagasnerie est l'invité de la Midinale.



Essayez de regarder cette vidéo sur www.youtube.com

<https://youtu.be/4YZo8Vl9QTA>

VERBATIM

► Sur la fracture entre ceux dont le rapport à la police structure leur être-au-monde et les autres

► "Très souvent dans la gauche ou dans le mouvement social, on a tendance à penser que la question économique va être la question centrale ou la question la plus clivante. Mais il y a beaucoup de mal à penser pourquoi les quartiers populaires, pourquoi les jeunes garçons noirs et arabes, eux, vont très souvent dire que c'est la police, le problème principal qui définit leur rapport au monde."

"Dans les quartiers populaires, la question de la vie, du rapport au dehors, à l'espace public, à la masculinité, d'avoir peur d'être tué en sortant de chez soi (il y a quand même un garçon noir ou arabe qui est tué par

mois par la police en France) conduit à une production de subjectivité dont le rapport à soi est structuré par la question du rapport à la police."

"Il y a des populations qui ont le privilège de ne pas être concernées par la police et d'autres qui ont le risque d'être concernées par la police. Par conséquent, si moi, dans mes travaux, je ne mets pas en question la police, je suis complice d'un ordre qui me donne des privilèges par rapport à d'autres qui eux sont soumis à l'arbitraire policier."

► Sur ces institutions qui excluent les Noirs et les Arabes des quartiers populaires

► "Je ne suis pas "pas concerné" par la police mais je le suis positivement, c'est ce qui me permet d'avoir les choses dont je bénéficie."

"L'un des agents qui est responsable de la déscolarisation notamment des jeunes garçons des quartiers populaires noirs ou arabes, c'est la police qui va les cibler pour des petits délits que les Blancs aussi commettent. Ils vont rentrer dans l'appareil pénal, ce qui va les exclure de l'appareil scolaire."

"La police a aujourd'hui dans notre société, un rôle relatif à la sélection scolaire, c'est-à-dire qu'elle ex-filtre un certain nombre d'individus, notamment noirs et arabes, du système scolaire pour les amener dans le système pénal et carcéral."

"En France, 65% des prisonniers sont noirs et arabes — et c'est plus qu'aux États-Unis."

"Le fait que des individus comme moi aient pu réussir scolairement est pré-conditionné par le fait que d'autres aient été exclus du système scolaire par l'intermédiaire de la police."

"Plusieurs institutions comme l'école, la police, fonctionnent ensemble pour aboutir à l'élimination de certains jeunes, notamment noirs et arabes."

► Sur le rôle de la police dans un Etat de droit

► "Très souvent, on a l'impression que l'État de droit dans lequel nous vivrions aurait aboli l'arbitraire."

"La police traite différemment les gens selon leurs propriétés sociales avec des lois identiques : à deux Blancs alcoolisés qui se battent à la fin du soir, elle leur dira de se calmer mais si c'est deux Noirs, elle va les emmener au poste, les interpeller et les faire entrer dans le processus pénal."

"La loi transfère l'arbitraire du souverain à la police : la police aujourd'hui a un pouvoir arbitraire sur nos vies."

"Aujourd'hui, la frontière entre État policier et État de droit est beaucoup plus floue que ce dont on a l'impression."

"Il y a une différence énorme entre la manière dont on se représente l'activité de la police et la réalité."

"Toutes les statistiques sur le contrôle d'identité, sur la patrouille montrent qu'il n'y a aucun rapport entre la diminution de la délinquance et l'activité de la police ordinaire."

"Dans les quartiers populaires mais pas seulement, le problème de la police, c'est qu'elle n'interrompt pas un illégalisme mais elle crée un cycle de violence par le contrôle d'identité, par la fouille, par la patrouille."

"La police produit plus d'illégalismes qu'elle ne les constate."

"Je pense que d'un point de vue plus fondamental, nous sommes tous dans l'illégalité : si on regarde toute sa vie depuis 15 ans, on a tous fait des choses illégales que ce soit les impôts, la sexualité, des agressions... il est interdit d'insulter quelqu'un or on a tous insulté quelqu'un ! Ou pirater un film... Mais la question, c'est : qu'est-ce que la police se donne comme illégalité à réprimer ou à sanctionner ?"

"Si tu mets autant de policiers en Seine-Saint-Denis que dans les grandes banques de la Défense, tu vas aboutir à une sélection d'illégalismes très différente, des gens différents en prison et du coup, un ordre social très différent."

"La loi est un donné et les illégalismes étant infinis, la police sélectionne les types de délit qu'elle veut maximiser pour abattre des groupes sociaux. Et aujourd'hui, parmi eux, il y a les jeunes garçons des quartiers populaires."

► Sur le rôle de l'intellectuel par rapport à la critique du système

► "Très souvent, ce qui nous est présenté comme critique, c'est la manière dont un système est en train de se régénérer."

"Le rôle de l'intellectuel, c'est d'interrompre les catégories spontanées pour nous permettre de prendre un peu de distance par rapport au langage qui parfois nous emprisonne."

► Sur les violences policières

"La catégorie de violences policières est, pour moi, extrêmement problématique car elle conduit à ne plus considérer comme violences que ce qui est illégal — c'est-à-dire qu'on ne va plus considérer comme violences policières une arrestation sur la route, une perquisition où un flic surgit à 6h du matin, casse une porte, met des menottes à quelqu'un — mais uniquement ce qui est particulièrement brutal. Mais c'est oublier que la police comme institution est par essence violente."

"La police a le monopole des outils violents : elle a le droit de taper, de mutiler, de tirer, d'attraper, d'ouvrir de force..."

"Soit on dit qu'il n'y a pas de violences policières parce qu'on dit police = violences, soit on dit qu'il n'y a que des violences policières."

"Par exemple, dans le cas de l'agression de Théo, s'il n'y avait pas eu de perforation de l'anus, on n'aurait pas dit qu'il y avait violences alors que toute la scène est violente."

"La catégorie de violences policières, ça veut dire qu'on a ratifié les manières dont la police s'est appropriée du pouvoir sur nos corps et sur nos vies et qu'on est uniquement de débattre sur le quelque chose en plus."

"Je préfère substituer à la catégorie de violences policières, celle d'ordre policier, c'est-à-dire que la police est par essence violente et c'est en général qu'il faut remettre ça en question."

► Sur le travail de David Dufresne avec Allo Place Beauvau

► "Même si le travail de David Dufresne est admirable parce qu'il a permis de montrer les stratégies politiques de terroriser les manifestants pour les faire rentrer chez eux, l'enthousiasme qu'il y a eu autour de son travail dans les journaux mainstream m'inquiète."

"David Dufresne ne va jamais montrer de contrôles au faciès dans Allo Place Beauvau, jamais montrer une perquisition chez un dealer, jamais une garde-à-vue, un interrogatoire, une cellule, une fouille..."

"La manière dont David Dufresne découpe ce qui est violent (un tir de flashball, un bleu, une blessure, une mutilation) participe d'une "déscaudalisation" des pratiques que la police a conquises sur nos corps depuis 30 ans."

"D'une certaine manière, le travail de David Dufresne est un peu complice de l'ordre policier."

"Pour moi, montrer la seule présence d'un flic dans une manifestation, j'appellerai ça Allo Place Beauvau."

"Il est très difficile de dire que la police est illégale parce qu'elle est dans une situation où elle est créatrice de lois : elle fonde la légalité de son action par la ratification de la hiérarchie, l'IGPN, les juges et les politiques."

"Un Etat où la police crée la loi, c'est ce qu'on appelle un Etat policier."

"Aujourd'hui, on n'a pas réussi à concilier idée de police et enjeux démocratiques."

► Sur le contrôle au faciès et la logique de discrimination

► "Un Noir ou un Arabe a 80% de chance d'être contrôlé par la police sur une année alors que c'est entre 15 et 16% pour un Blanc."

"Si on dit qu'un contrôle au faciès, c'est de la discrimination, on produit un mode de critique qui est désarmé si la pratique est égalitaire. C'est-à-dire que si les Blancs et les Noirs étaient contrôlés pareillement, on n'aurait plus rien à dire."

"Avec la logique de discrimination, on n'est pas en train de critiquer le contrôle d'identité mais seulement l'application différenciée par les forces de police."

"L'idée de contrôle d'identité est contradictoire avec l'idée de démocratie."

"Si on croit que l'Etat est à notre service alors il n'y a aucune raison que l'Etat ait un pouvoir sur nous de nous demander qui on est."

"Ce n'est pas un dysfonctionnement que l'on contrôle plus les Noirs que les Blancs, c'est la fonction du système de produire des rapports différents à l'espace public pour les Noirs et pour les Blancs."

"Le fantasme du pouvoir, c'est de faire disparaître les corps noirs de l'espace public."

"La police remplit une fonction de maintenir une forme de suprématie blanche dans l'espace public."